

la récession est un problème qui frappe la planète entière. Mais nous avons affaire à un gouvernement qui, quatorze années durant, exception faite de neuf mois, a fait preuve d'incurie dans la gestion de l'économie nationale. Les libéraux prétendent qu'il ne faut pas leur en imputer la faute, qu'ils n'ont rien à voir avec l'état actuel des choses. Ils affirment que nous avons affaire à un problème mondial. Nous les entendons accuser sans sourciller tous ces méchants, tous ces autres pays véreux un peu partout dans le monde, d'avoir entraîné le Canada jusqu'au bord du précipice dans lequel il risque de tomber aujourd'hui.

Les libéraux ne se veulent nullement responsables du marasme actuel. Bien sûr que non! Un gouvernement libéral ne saurait se reconnaître responsable de la situation catastrophique actuelle. Du moins, il n'admet rien. Les libéraux ne veulent pas qu'on leur impute la responsabilité des mesures mal conçues ou encore de la mauvaise administration du pays. Les libéraux ne voudraient surtout pas assumer la responsabilité du désastreux Programme énergétique national ou de l'AEIE et des effets négatifs que celle-ci a eu sur l'investissement et sur les emplois au Canada. Les libéraux ne veulent pas non plus reconnaître qu'ils sont responsables de la croissance et des dépenses incontrôlées des sociétés de la Couronne dont le Vérificateur général vient de nous parler. Les libéraux ne reconnaîtront jamais leur responsabilité à l'égard des 200 millions qu'ils vont donner à Canadair alors que cet argent aurait pu être trouvé ailleurs. Ils ne se soucient de rien. Ils ne s'estiment aucunement responsables du déficit de 25 milliards.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Lumley) a comparu l'autre jour devant le comité. Nous parlions des 200 millions de dollars qui allaient être versés à Canadair. Je lui ai demandé d'où viendrait cet argent. Le président de Canadair a répondu: «Du gouvernement, bien sûr, d'où voulez-vous qu'il vienne?» Tout le monde fait la queue pour recevoir sa part.

Le gouvernement a déjà un déficit de 25 milliards. Et pourtant on nous demande encore 200 millions. C'est trois fois rien! Et de Havilland? Elle ne veut qu'un milliard.

Le gouvernement n'accepte pas d'assumer la moindre responsabilité à l'égard de ces sociétés de la Couronne ou à l'égard du déficit. Le gouvernement aime soutenir les perdants. En fait, les libéraux ne veulent peut-être pas non plus assumer cette responsabilité. Ils ont gaspillé 125 millions pour renflouer la Consolidated Computer, mais ils ne veulent pas reconnaître leur responsabilité à cet égard.

Devant l'incurie dont les libéraux font preuve depuis 14 ans, on peut vraiment se demander comment on peut commettre autant d'erreurs. Mais il y a une bonne raison à cela. C'est triste à dire, mais le premier ministre ne se soucie aucunement de l'économie. Il ne l'a jamais fait. Il n'y comprend rien et ne s'y intéresse absolument pas. Il aime les constitutions, les voyages à l'étranger et les affaires extérieures. Il n'aime pas l'économie, car il n'y comprend rien. Il ne comprend rien au commerce ou aux stimulants commerciaux. Ses discours montrent bien qu'il s'en moque éperdument. Et pourtant son ministre des Finances a déclaré qu'il fallait miser sur le secteur privé, continuer à faire preuve de mesure sur le plan financier et continuer à limiter les dépenses du gouvernement. Voilà ce que le ministre a déclaré le 27 octobre. C'est le gouvernement le plus prodigue que nous ayons jamais eu dans toute notre histoire qui fait de telles déclarations. En 1968, les dépenses du

gouvernement atteignaient 12 milliards. Quatorze ans plus tard, elles s'élèvent à 80 milliards.

M. Blenkarn: A 90 milliards.

● (2130)

M. Thomson: Mais le gouvernement affirme vouloir comprimer les dépenses publiques. Or, il dépense 200 millions de dollars en publicité pour redorer son image. Il veut pourtant limiter les dépenses publiques. C'est une farce.

Le ministre dit ensuite qu'il faut continuer à compter essentiellement sur le dynamisme et la créativité du secteur privé comme moteur de la croissance économique au Canada. Il me semble bien me rappeler que le premier ministre a dit il y a quelques années à peine que l'on ne pouvait plus compter sur le secteur privé. Et voici que le ministre des Finances nous dit qu'il faut compter sur le secteur privé. Qui faut-il croire?

Le problème du parti libéral, c'est qu'il ne fait pas réellement confiance au secteur privé, car il est enfermé dans une doctrine qui ne permet aucune ouverture de ce côté. Le dogme dit que les libéraux savent mieux que quiconque ce qui est bon pour les Canadiens. Les députés qui nous font face, avec leur grande expérience des affaires, dirigeront nos affaires à notre place, nous diront quoi faire et nous donneront les subventions. Toutefois, ils distribueront ces subventions au compte goutte et décideront qui les mérite et qui ne les mérite pas, puisqu'ils ont la science infuse dans l'administration des affaires. Je crois qu'il y a parmi nos vis-à-vis un député qui a travaillé dans l'embouteillage du Coca-Cola et qui prétend être un homme d'affaires. Le parti libéral est enfermé dans un dogme qui dit que lui seul sait ce qui est dans le meilleur intérêt des Canadiens et qu'il ne peut laisser les Canadiens prendre leurs propres décisions.

Le budget de novembre 1981 s'attaque à l'entreprise comme si c'était une maladie honteuse, alors qu'il s'agit du moteur de la croissance économique et de la création d'emplois; mais le gouvernement ne croit pas que le secteur privé soit la locomotive de la croissance et de la création d'emplois. Le gouvernement ne le dit que du bout des lèvres parce que c'est rentable politiquement.

Alors que le gouvernement affirme qu'il faut compter essentiellement sur le secteur privé, le budget a éliminé presque toutes les incitations à investir au Canada. Chacun de ces stimulants a été inscrits à l'origine dans la loi de l'impôt sur le revenu afin d'encourager l'esprit d'entreprise et les investissements. Mais le gouvernement a décidé, dans sa sagesse et dans notre intérêt, de supprimer ces stimulants parce qu'il ne tient pas à stimuler l'esprit d'entreprise qu'il déteste. Le ministre a dit encore qu'il compte favoriser la certitude et la stabilité qui sont des pré-requis essentiels à l'instauration d'un climat économique favorable. Par conséquent, savez-vous ce que le gouvernement fera pour instaurer une stabilité fondamentale dans un climat économique sain? Il présentera un projet de loi de 300 pages, comportant plus de 75 modifications importantes à la loi de l'impôt sur le revenu, afin de créer le climat économique fantastique et la stabilité qu'il souhaite. Le gouvernement croit que pour créer à coup sûr cette stabilité économique, il faut présenter un projet de loi de 300 pages comportant 75 changements importants que personne ne comprend au Canada. Voilà comment il compte s'y prendre.